

Impôt sur le revenu

M. Peterson: C'est absurde!

M. Wilson: Ca ne l'est pas. Le député de Willowdale dit que c'est absurde. Il pourrait peut-être nous dire ce qu'il y a d'absurde, puisque depuis ce temps-là, les Canadiens sont si irrités, bouleversés et inquiets au sujet de ce budget qu'ils sont venus en grand nombre se plaindre amèrement à lui, à ses collègues et aux députés de ce côté-ci de la Chambre au sujet de l'orientation du budget.

M. Peterson: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je prends en très mauvaise part les attaques personnelles du député d'en face qui prétend que les députés ministériels riaient en dessous. Nous avons pris ces dispositions budgétaires très au sérieux.

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre. De toute évidence, il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement. Le député fait de la contestation.

M. Wilson: Monsieur le Président, voyez comment le secrétaire parlementaire réagit au remous qu'a créé le budget et à ce qui lui arrive personnellement. Je me demande s'il songe aux sondages effectués dans sa circonscription qui montrent que sa popularité dans sa circonscription n'a cessé de diminuer depuis le 13 novembre 1981, alors qu'il riait sous cape derrière les rideaux de la Chambre.

Je voudrais citer quelques passages de mémoires et d'instances qui m'ont été présentés ainsi qu'à d'autres députés conservateurs au sujet de ce budget. J'aimerais citer au hasard quelques observations contenues dans les lettres que j'ai reçues ou qui ont été livrées lors de réunions que 62 députés conservateurs ont tenues dans 15 villes du pays, réunions qui ont donné aux Canadiens la première et—à quelques exceptions près—pratiquement la seule occasion de dire directement et de façon explicite aux députés ce qu'ils reprochaient au budget. Voici donc ces citations:

Notre Robin des Bois national, M. MacEachen, ne vole pas aux riches mais bien à des millions de Canadiens.

Le budget, ou comment fricoter une récession.

Les propriétaires de maison: Peu de raisons de se réjouir.

Le véritable guépier de M. MacEachen.

La conjoncture économique nous a placés au bord du gouffre et le budget va nous y faire tomber.

En voici une autre:

En tant que jeune marié, père de deux enfants, je dois reconnaître que j'ai peur. J'ai peur car j'ignore si je serai en mesure de donner à ma famille un toit. J'ai peur, car on me considère maintenant comme l'un des riches du pays.

Celle-là:

On a peine à le croire, mais le budget semble avoir pour objectif de ralentir ou de décourager les investissements.

Le ministre nous a terriblement leurrés à ce sujet dans son intervention un peu plus tôt:

Le dernier budget fait de ceux d'entre nous qui ont emprunté de l'argent pour créer cette compagnie qui emploie maintenant 200 personnes des artistes du vol organisé, des spéculateurs et des usuriers peu désireux de faire leur part.

Et celle-là encore:

Il est vraiment absurde et intolérable de la part d'un gouvernement d'introduire une série d'encouragements fiscaux au cours des ans et de faire par la suite volte-face en qualifiant ces encouragements d'échappatoires.

M. Peterson: Tout cela, c'est de l'histoire ancienne. Pourquoi ne parlez-vous pas du budget?

M. Wilson: Ce n'est pas de l'histoire ancienne. Je parle de ce projet de loi fiscal dont nous sommes saisis. Beaucoup des

choses dénoncées par ces personnes se retrouvent dans ce projet de loi. J'y reviendrai en temps voulu, si le député veut faire preuve de patience et rester à sa place au lieu d'aller rire dans sa barbe derrière les rideaux.

● (1610)

Voici maintenant ce qu'un homme plus âgé avait à dire à ce sujet:

Je voulais éviter que le gouvernement soit forcé de me faire vivre durant mes vieux jours. Au diable le gouvernement maintenant! Je vais dépenser tout l'argent que je recevrai et lorsque je n'en aurai plus, je n'aurai pas honte de demander au gouvernement de m'aider. Il ne se gêne certainement pas pour nous mettre à contribution.

Et voici une autre citation:

Le budget du 12 novembre m'a certainement coupé l'herbe sous les pieds. Si ce «fiasco financier» est mis en œuvre, notre exploitation agricole familiale a de fortes chances de disparaître et ma famille sera forcée de vivre dans des conditions beaucoup plus difficiles.

Voici la dernière citation que j'entends faire, monsieur le Président:

Nous trouvons injuste que le gouvernement s'en prenne aux personnes à revenus faible et moyen afin de pouvoir aller coincer les riches.

Nous avons recueilli ces observations de Canadiens lors de notre tournée du pays. Elles ne sont pas le fruit de notre imagination: tout est vrai. Le ministre a laissé entendre que nous laissons déborder notre imagination, afin de susciter les critiques à l'endroit de ce budget. Ce sont des personnes en chair et en os qui évaluent les véritables conséquences de ce budget, du présent projet de loi fiscal, sur leur vie, leur emploi, leur entreprise et leur famille. Bon nombre de ces déclarations ont été confirmées par les événements des 13 derniers mois et elles s'appliquent également au projet de loi.

Notre parti s'est opposé à ce budget dès le début. Nous avons pressé le gouvernement de ne prendre aucune mesure sans avoir d'abord consulté la population dans son ensemble. Nous voulions que les personnes les plus touchées puissent expliquer au gouvernement les conséquences désastreuses que ce budget allait avoir. Le gouvernement a refusé de suivre notre conseil, probablement par pur intérêt politique, car il est vraiment incroyable de voir le nombre de modifications qui ont été apportées au cours des 13 derniers mois. Il y a eu pas moins de 47 changements. Certaines dispositions ont même été modifiées à trois reprises. Cela montre bien que le ministre et ses collaborateurs ont entrepris cette importante réforme fiscale complètement à l'aveuglette. De nombreuses dispositions ont été modifiées y compris celles concernant les immeubles domiciliaires à logements multiples, les allocations de coût en capital, les allocations de retraite, les travaux en cours, les avantages sociaux consentis aux employés, l'assurance-vie et les rentes, les frais d'utilisation de voitures, les œuvres de charité, les allocations de logement et de voyage et les obligations à l'intention de la petite entreprise. La plupart de ces changements ont été de nature provisoire et voilà pourquoi le gouvernement présente maintenant ce projet de loi.

Nous avons réclamé un nouveau budget, monsieur le Président, et certaines gens nous avaient critiqués à l'époque, nous reprochant de manifester trop ouvertement un esprit de parti, mais étant donné le projet de loi dont nous sommes saisis aujourd'hui, il aurait été préférable et beaucoup moins néfaste que le gouvernement suive notre conseil et présente un nouveau budget. Au lieu de cela, nous avons eu un chapelet ininterrompu de changements depuis 13 mois. Ces changements ont